

ministre
pendance
ée »

Les élites politiques belges mises en accusation

Une manifestation pour « l'unité du pays » est prévue à Bruxelles dimanche. Selon les sondages, une majorité de Belges reproche aux partis d'alimenter la division du pays

BRUXELLES
CORRESPONDANT

À la suite du divorce des Flamands et des francophones, la Belgique est peut-être en train d'ajouter le divorce des élus et des citoyens. A la question « Estimez-vous que le monde politique est encore en phase avec la population ? » posée par un magazine, 78 % des Wallons, 72 % des Bruxellois et 67 % des Flamands ont répondu « non », mercredi 14 novembre.

Cette réalité semble confirmée par la lecture des forums et autres blogs : une colère, sourde ou explicite, s'y manifeste contre les « politiciens » qui ne cesseraient de se chamailler, mais s'arrangeraient en fait « sur le dos des gens », pour paraphraser l'un de ces messages.

Sur le site Internet créé par Marie-Claire Houard, « fonctionnaire et simple citoyenne », 135 000 personnes ont adhéré à une pétition qui proclame que « de plus en plus de personnes ont l'impression que notre pays est divisé par les politiques ». M^{me} Houard et ses amis sont convaincus que les citoyens ne sont pas concernés

par les discussions institutionnelles qui paralysent depuis le mois de juin la formation d'un gouvernement.

Fortes de ce succès, les auteurs de la pétition ont convoqué dimanche 18 novembre, à Bruxelles, une manifestation « pour l'unité du pays ». Ils espèrent réunir de 20 000 à 30 000 personnes, avec le secret espoir d'atteindre le chiffre de 50 000. « Outre le nombre de manifestants, c'est la composition du cortège qu'il faudra observer, affirme le politologue Jean Faniel. S'il se résume à un défilé de Bruxellois francophones, traditionnellement plus attachés à l'unité du pays, il sera sans grand effet. S'il comporte une proportion significative de Flamands, il permettra d'envoyer un message aux politiques. »

« Cette manifestation, même importante, n'aura pas un caractère décisif, tranche Carl Devos, enseignant à l'université flamande de Gand. Il est normal que, en ces temps troublés, des gens manifestent leur inquiétude mais des appels à l'unité ne changeront rien à une réalité connue : une majorité de Wallons, mais aussi de Flamands, sont hostiles au séparatisme ! »

C'est bien de cette situation, pourtant mise en évidence par plusieurs enquêtes de fond, que

doutent de nombreux francophones. Ils sont convaincus qu'une majorité du monde politique veut, en Flandre, scinder le pays. D'autres, traditionnellement méfiants à l'égard des politiques, mettent désormais en cause leurs propres représentants, soupçonnés de ne rien faire pour apaiser les rapports avec l'autre communauté. « Cette idée monte en puissance mais traduit, en fait, deux attentes contradictoires : l'opinion francophone, inquiète de la durée de la crise, demande à ses dirigeants de « faire quelque chose »,

sous-entendu des concessions, pour éviter la scission du pays. Mais, en même temps, elle attend d'eux de la fermeté... », explique Pascal Delwit, professeur à l'Université libre de Bruxelles.

Un dangereux sentiment antipolitique couve-t-il alors que les négociations gouvernementales sont au point mort ? « L'idée qu'un fossé sépare les dirigeants et l'opinion est dominante dans l'histoire de la Belgique et elle se renforce en temps de crise, souligne Carl Devos. J'ai participé récemment à des débats entre francophones et Flamands. On y jugeait « inacceptable » l'action des politiques mais tous les problèmes dont s'occupent les politiques divisaient la salle... » ■

JEAN-PIERRE STROOBANTS

« C'est la composition du cortège qu'il faudra observer »

Jean Daniel
Politologue



gim Ceku. LEFTERIS PITRAKIS/AP

majeurs. Je ne m'attends pas à ce que les Serbes reconnaissent l'indépendance. Il y aura des déclarations de la part des dirigeants politiques serbes au nord du Kosovo [où vivent plusieurs dizaines de milliers de Serbes], soutenus par Belgrade, mais, au bout du compte, nous devons vivre ensemble ici.

Nous sommes conscients que le jour de l'indépendance et les suivants représentent un énorme défi. C'est pourquoi nous avons besoin d'être reconnus internationalement par un maximum de

FINLANDE NÉGOCIATIONS SALARIALES

Le gouvernement finlandais fait voter une loi de réquisition contre les infirmières en conflit